

DÉLIBÉRATION N° 3.00
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 21 JUIN 2023
RÉGULIÈREMENT CONVOQUÉ LE 12 JUIN 2023
AU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTÉLIMAR
SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. JULIEN CORNILLET

L'an deux mille vingt-trois, le 21 juin à 19 h 00, le Conseil Communautaire s'est réuni au Palais des Congrès de Montélimar, sous la présidence de Monsieur Julien CORNILLET.

PRÉSENTS : M. Hervé ANDEOL, Mme Valérie ARNAVON, Mme Anne BELLE, M. Karim BENSID-AHMED, M. Pascal BEYNET, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET, M. Daniel BUONOMO, Mme Régina CAMPELLO, Mme Françoise CAPMAL, M. Fermin CARRERA, M. Jean-Bernard CHARPENEL, M. Daniel COIRON, M. Yves COURBIS, M. Allain DORLHIAC, Mme Josiane DUMAS, M. Julien DUVOID, Mme Christel FALCONE, Mme Marielle FIGUET, Mme Cécile GILLET, M. Jacky GOUTIN, M. Jean-Michel GUALLAR, M. Hervé ICARD, M. Vanco JOVEVSKI, Mme Bernadette PORTE, M. Jean-Pierre LAVAL, M. Yves LEVEQUE, M. Philippe LHOTTELLIER, M. Cyril MANIN, Mme Catherine MATSAERT, Mme Emeline MEHUKAJ, Mme Fabienne MENOVAR, Mme Florence MERLET, M. Karim OUMEDDOUR, M. Eric PHELIPPEAU, Mme Marie-Pierre PIALLAT (à partir de la délibération n° 2.12), M. Dorian PLUMEL, M. Jacques ROCCI, M. Christophe ROISSAC, Mme Ghislaine SAVIN, M. Michel THIVOLLE, Mme Sylvie VERCHERE, Mme Catherine VIALE, M. Jean-Luc ZANON

POUVOIRS : M. Bruno ALMORIC (pouvoir à Mme Catherine VIALE), Mme Sandra CEYTE (pouvoir à Mme Bernadette PORTE), M. Laurent CHAUVEAU (pouvoir à M. Jean-Michel GUALLAR), M. Julien DECORTE (pouvoir à M. Dorian PLUMEL), M. Jean-Frédéric FABERT (pouvoir à M. Fermin CARRERA), M. Chérif HEROUM (pouvoir à M. Jacques ROCCI), M. Laurent LANFRAY (pouvoir à Mme Patricia BRUNEL-MAILLET), Mme Marie-Christine MAGNANON (pouvoir à Mme Ghislaine SAVIN), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir à Mme Fabienne MENOVAR), Mme Sandrine MOURIER (pouvoir à M. Jean-Luc ZANON), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir à Mme Sylvie VERCHERE), Mme Françoise QUENARDEL (pouvoir à M. Julien DUVOID), Mme Vanessa VIAU (pouvoir à M. Cyril MANIN), Mme Demet YEDILI (pouvoir à Mme Emeline MEHUKAJ), Mme Maryline ROISSAC (pouvoir à Mme Marielle FIGUET)

EXCUSÉS : M. Yannick ALBRAND, M. Damien LAGIER (représentée par sa suppléante Mme Bernadette PORTE)

ABSENT : M. Norbert GRAVES

Secrétaire de séance : Mme Emeline MEHUKAJ

3.00 _ CONVENTION D'ENTENTE RELATIVE AU GROUPE D'ACTION LOCALE DRÔME ENTRE RHÔNE ET MONTAGNE

M. Yves COURBIS, Vice-président, Rapporteur, expose à l'assemblée :

LEADER (acronyme de Liaisons Entre Actions de Développement de l'Économie Rurale) est un programme de financement initié par la Commission européenne et destiné aux territoires ruraux et périurbains porteurs d'une stratégie locale de développement.

Le Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes (AURA), Autorité de Gestion des Fonds Européens (FEADER) a lancé, le 31 mars 2022, un Appel à Candidatures (AC) auprès des territoires organisés pour la mise en œuvre de LEADER sur la période de programmation 2023-2027, imposant la constitution d'un groupe d'action locale (GAL) d'échelle départementale.

Un périmètre composé de neuf intercommunalités : Valen DrômArdèche, CC Crestois et Pays de Saillans – Cœur de Montélimar-Agglomération, CC Dieulefit-Bordeaux, CC Drôme Sud Provence, CC Baronnie en Drôme provençale, CC Enclave des Papes Pays de Grignan et le Parc naturel régional des Baronnie provençales (PnrBp) s'est porté candidat le 21 décembre 2022 afin de constituer le GAL « Drôme entre Rhône et Montagne ».

Afin de mettre en œuvre la stratégie de développement local, l'appel à candidature LEADER prévoit la signature d'une convention cadre entre le GAL et l'Autorité de Gestion des Fonds Européen. Il prévoit également la désignation d'un « chef de file », en charge du portage administratif, financier du GAL et de la coopération public/public. Ces éléments doivent être préalablement formalisés par une convention multi-partenaire précisant les modalités administratives, juridiques et financières du partenariat.

Dans ce contexte, une Convention d'entente, est nécessaire sur le fondement de l'article L. 5221-1 du Code général des collectivités territoriales. Elle a pour objet de donner un cadre juridique, conventionnel, au GAL « Drôme entre Rhône et Montagne » en désignant son chef de file et en fondant les principes de son fonctionnement, étant précisé que les modalités de mise en œuvre des missions de gestion et d'animation de son chef de file, les obligations réciproques des EPCI au soutien du fonctionnement du GAL, de même que l'identification des moyens mobilisés, sont définis dans le cadre de conventions de coopération bilatérales, conclues sur le fondement de l'article L. 2511-6 du Code de la commande publique, entre le chef de file et chacun des autres membres du GAL.

Il est précisé que cette délibération appellera une participation financière au fonctionnement du GAL de la part des EPCI dont la clé de répartition est indiquée dans l'article 5 de la convention d'entente.

Par ailleurs, l'article 4.1 de la convention d'entente relative à la gouvernance définit la composition du comité de programmation du GAL, instance de décision opérationnelle du GAL. Pour rappel, l'Autorité de Gestion exigera une liste nominative en amont de la constitution du GAL. Par conséquent, il est proposé en vue d'anticiper la composition du futur comité de programmation que chaque membre partenaire désigne sans attendre, pour le collège public, un représentant titulaire et suppléant et propose, pour le collège privé, un membre de la société civile et un suppléant, conformément aux attentes de l'Autorité de Gestion AURA.

Ne prennent pas part au vote :

Julien CORNILLET (Conseiller régional) - Régina CAMPELLO et Yves COURBIS (désignés représentants de Montélimar-Agglomération au comité de programmation – collège public)

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, DÉCIDE :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1 et L.5211-9,

Vu le Règlement 2021/1060 du Parlement européen et du conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes,

Vu le Règlement 2021/2115 du Parlement européen et du conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune,

Vu la délibération n°2022-08-05 du 17 juin 2022 du Bureau du Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Baronnie provençales relative à la candidature au portage d'un GAL LEADER « Drôme » pour la période 2023-2027,

Vu la délibération n°3.00 du conseil communautaire en date du 10 novembre 2022 relative à la convention de partenariat dans le cadre de la phase de candidature au programme LEADER 2023-2027,

Vu le projet de convention d'entente relative au groupe d'action locale Drôme entre Rhône et Montagne ci-annexé,

Considérant l'appel à candidatures lancé par la Région Auvergne-Rhône-Alpes auprès des territoires organisés pour la mise en œuvre de LEADER sur la période 2023-2027,
Considérant les discussions survenues à l'échelle du territoire de la Drôme depuis le 1er décembre 2021,
Considérant la candidature pour la constitution d'un GAL Drôme entre Rhône et Montagne déposée le 21 décembre 2022.

Après avoir entendu l'exposé précédent,
Après en avoir délibéré,

D'APPROUVER les termes de la convention d'entente à intervenir relative au Groupe d'Action Locale « Drôme entre Rhône et Montagne » entre les 9 EPCI et le Parc naturel régional des Baronnies provençales en vue de constituer le cadre juridique et conventionnel du GAL « Drôme entre Rhône et Montagne ».

DE POURSUIVRE le plein engagement de la collectivité dans le processus de constitution du GAL « Drôme entre Rhône et Montagne » d'échelle départementale.

DE DÉSIGNER pour la composition du collège public du comité de programmation un (1) membre titulaire et un (1) membre suppléant.

Sont donc désignés : M. Yves COURBIS, membre titulaire et **Mme Régina COMPELLO**, membre suppléante, pour la composition du collège public du comité de programmation

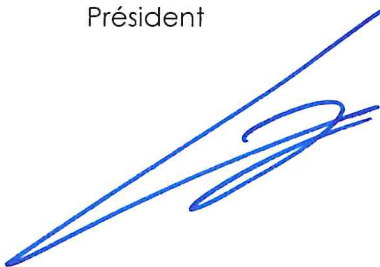
DE PROPOSER pour la composition du collège privé du comité de programmation Claire VERGNES-SOULIE (co-fondatrice de l'association Courant Fort- la fabrique à initiatives 26-07) – titulaire- et Anne-Cécile MESLIN (communicante) – suppléante

D'AUTORISER le Président à signer la convention d'entente liant les partenaires et tout acte nécessaire à sa bonne mise en œuvre ainsi que tous les documents afférents.

DE CHARGER Monsieur le Président ou son représentant de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
POUR EXPÉDITION CONFORME
Fait à la Communauté d'Agglomération le 22 juin 2023

Julien CORNILLET
Président



Emeline MEHUKAJ
Secrétaire de séance

